



Comme prévu, le Secrétaire d'Etat français à la Coopération et la Francophonie était bien à Madagascar. Le 31 mars 2010, il a rencontré le Président de la Haute Autorité de la Transition, Andry Rajoelina, au Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra. A visite officielle, communiqués officiels également.

Jeannot RAMAMBAZAFY



COMMUNIQUE DE PRESSE
Visite du Secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie
et du Conseiller du Président Nicolas Sarkozy pour l'Afrique
au Président de la Haute Autorité de la Transition

Le Président de la Haute Autorité de la Transition, Son Excellence Andry Nirina RAJOELINA, a reçu à son bureau, au Palais d'Etat d'Ambohitsorohitra, cet après-midi, le Secrétaire d'Etat français à la Coopération et à la Francophonie, Monsieur Alain JOYANDET, et le Conseiller pour l'Afrique du Président français Nicolas SARKOZY, Monsieur André PARANT, actuellement en mission à Madagascar dans le cadre de la situation politique malgache. Ils étaient à cette occasion accompagnés de l'Ambassadeur de France à Madagascar, SEM Jean Marc Châtaigner.

Lors de cette rencontre avec ses hôtes, SEM Andry RAJOELINA a remercié la France pour ses efforts continus dans la recherche de solution à la crise politique malgache, de concert avec l'ensemble de la Communauté internationale.

Le Président de la Haute Autorité de la Transition a, par ailleurs, réitéré à ses vis-à-vis que, conformément à la Convention Nationale d'Ivato signée par l'ensemble des Forces vives malgaches le 05 mars 2010 dernier au Centre de Conférences Internationales d'Ivato, la seule et unique solution de sortie de crise consiste en l'organisation des élections libres, transparentes, équitables et démocratiques.

Les élections législatives, pour élire les Députés, faisant office d'Assemblée constituante jusqu'à l'avènement de la IV^è République, devraient ainsi être organisées dans les meilleurs délais possibles, tel que l'a expliqué à ses hôtes le Président de la HAT, SEM Andry RAJOELINA. Et c'est dans cet objectif que la Commission Electorale Nationale Indépendante ou CENI a été mise en place. Il appartient ainsi à la CENI de déterminer la date exacte pour la tenue de ces élections, afin d'éviter une nouvelle démarche de la HAT pouvant être taxée « d'unilatérale ».

Le Président Andry Rajoelina a également fait part à ses hôtes de sa sollicitation pour le renforcement de la CENI par des experts internationaux.

Il a de même réaffirmé que la période de la Transition ne devrait pas dépasser le 31 décembre 2010.

Enfin, il a renouvelé son engagement à travailler avec toutes les personnalités de bonne volonté, même issues des autres sensibilités politiques, à travers la mise en place d'un Gouvernement d'Union Nationale qui sera opérationnel jusqu'à la tenue des élections législatives, et cela dans les plus brefs délais.

La durée de la rencontre entre le Président de la HAT, SEM Andry RAJOELINA, et les émissaires français a duré environ deux heures.

Ambohitsorohitra, ce 31 mars 2010

2 / 3

La Direction de la Communication
de la Présidence de la Haute Autorité de la Transition



AMBASSADE DE FRANCE
À MADAGASCAR

DECLARATION DU PORTE-PAROLE
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES -
COMMUNIQUE DE L'AMBASSADE DE FRANCE A MADAGASCAR

Déplacement du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, M.
Alain Joyandet à Madagascar (31 mars 2010)

Au lendemain de la mise en œuvre des sanctions de l'Union africaine, la France a
estimé que les voies du dialogue inter-malgache n'étaient pas épuisées.

En vue de surmonter les derniers obstacles à une sortie de crise consensuelle
soutenue par la communauté internationale, elle continue d'encourager et de
soutenir les efforts de médiation des partenaires internationaux. Le déplacement à
Madagascar du Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, M. Alain
JOYANDET, s'inscrit dans ce contexte.

A l'occasion de sa venue, le Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie
a rencontré le Président de la Haute Autorité de la Transition, M. Andry RAJOELINA,
le Premier ministre du gouvernement de la Haute Autorité de la Transition, M.
Camille VITAL et l'ancien Président de la République, M. Albert ZAFY.

La clé d'une sortie de crise consensuelle réside dans l'organisation et la tenue
d'élections crédibles dans les meilleurs délais possibles.